

# I N D E : L' E N T R E E

## D A N S L' I N D U S T R I E M O N D I A L E

La politique informatique indienne s'inscrit à l'origine dans le cadre de sa politique industrielle globale visant à la constitution d'un système productif national indépendant vis-à-vis de l'étranger.

Le chiffre d'affaires de l'industrie informatique en Inde a atteint 1 837 millions de roupies pour l'année 1983-1984 soit une croissance de 33 % par rapport à l'année précédente. L'analyse des livraisons effectuées pendant cette période montre la relative importance des mini-ordinateurs par rapport aux autres types de matériels, elle souligne également que près du tiers des équipements vendus ont été importés. Les importations concernent avant tout les grands systèmes et les périphériques. La production domestique consiste principalement en micro et minis ordinateurs.

L'industrie informatique indienne est fortement concentrée. Les dix premières sociétés réalisent 82 % du chiffre d'affaires total hors importations, et les trois premières 52 %.

Le système industriel national est régi par un système généralisé de licences de fabrication. Les constructeurs doivent obtenir une autorisation pour un type de produit et un volume de production donnés auprès du Department of Electronics, responsable de la politique informatique nationale.

### L'informatique indienne en 1983-1984

	CHIFFRE D'AFFAIRE	
	millions Rs	%
Micro-ordinateurs	283	33,9
Mini-ordinateurs	405	48,4
Grands systèmes	148	17,7
Périphériques	120	
Matériels importés	500	
TOTAL MATERIEL	1 45	
Location et maintenance	251	
Autre prod. et services	123	
TOTAL	1 837	

Source : Dataquest, mars 1985

La situation actuelle de l'informatique indienne est relativement contrastée. Il faut noter en tout premier lieu qu'il existe une industrie domestique à capitaux nationaux. Les investissements étrangers se limitent à une participation minoritaire de la firme anglaise ICL au capital de ICIM, la première société d'informatique avec 20 % du chiffre d'affaires de l'industrie.

La réduction de la part d'ICL dans ICIM fait suite à l'application, à la fin des années 1970, de la loi limitant à 40 % la détention du capital des entreprises nationales par des étrangers. A cette époque IBM, qui détenait une filiale à 100 % en Inde, a préféré quitter le pays plutôt que d'ouvrir son capital à des partenaires locaux.

Au départ d'IBM dont les systèmes 1401, réhabilités après un premier cycle de location dans les pays industriels, constituaient la majeure partie du parc indien, les

pouvoirs publics ont confié la maintenance de tous les systèmes importés à une société nationale, la Computer Maintenance Corporation — CMC. La CMC a ainsi permis d'assurer le retrait d'IBM sans disruption majeure des capacités de traitement. Elle a également reçu la fonction d'effectuer le regroupement des achats de certains matériels comme les périphériques afin d'obtenir des prix plus avantageux. La savoir-faire acquis l'a, enfin, amenée à s'engager dans la conception de logiciel tant pour les applications nationales qu'en direction de l'extérieur.

Il reste cependant, en second lieu, que le marché indien de l'informatique est encore très étroit. Il ne justifie pas la mise en place d'unités de production de taille optimale exclusivement orientées vers les débouchés intérieurs. Cette limitation a été, de plus, amplifiée par une politique de réservation de la production de certains matériels au secteur des petites entreprises. Les licences de fabrication portaient sur des séries étroites.

Le strict contrôle des importations, tant des technologies que des produits, tout en protégeant les entreprises domestiques, a relativement isolé le marché intérieur par rapport au marché mondial. La lourdeur des procédures et la longueur des délais de livraison des constructeurs locaux ont ralenti l'informatisation du pays. Plus encore, le manque de matériels a bloqué la mise au point de logiciels performants.

Pour faire face à ces difficultés et dans le cadre plus général de la libéralisation actuelle de l'économie indienne, les pouvoirs publics ont mis en place, fin 1984, une nouvelle politique informatique.

### Une nouvelle politique de la réglementation à la promotion

L'objectif poursuivi à l'origine, dans les années 1970, par les pouvoirs publics indiens était l'établissement de l'indépendance nationale. Il fallait assurer une production locale d'ordinateurs pour réduire les importations et satisfaire les besoins spécifiques du pays.

A partir de 1978, lors du départ d'IBM, l'accent est mis sur les nécessités de l'informatisation. Il s'agit, dès lors, de promouvoir l'introduction de procédures modernes dans les secteurs industriels exportateurs afin de leur assurer une compétitivité équivalente à celle des pays concurrents d'Asie du sud-est. L'ambition visée est également de développer les exportations, en particulier du logiciel dans la mesure où l'Inde dispose d'un volume important de personnel qualifié. Le gouvernement crée, à cet effet, des zones de production pour l'exportation

jouissant de privilèges spéciaux pour l'importation de biens d'équipement.

L'isolation de l'industrie informatique indienne vis-à-vis de l'extérieur ne lui a cependant pas permis de combler son retard. Sur les quelques 150 firmes locales disposant de licences de production on n'en compte qu'une dizaine en état de fabriquer véritablement des matériels informatiques. Une part importante des livraisons locales est faite à partir du montage pur et simple de produits importés en pièces détachées ou entrés en contrebande. La promotion d'une industrie informatique nationale par le biais d'une protection rigoureuse, si elle a permis le développement d'une production domestique par des entreprises publiques, tout d'abord, privées, ensuite, a ralenti l'introduction des gains de productivité à l'ensemble du système industriel indien.

Fin 1984, les pouvoirs publics ont alors décidé un retournement de leur politique industrielle informatique. L'objectif poursuivi est double. Il s'agit d'une part, de promouvoir la production dans le pays d'ordinateurs incorporant les technologies les plus récentes, à des prix compatibles avec les prix mondiaux. Pour ce faire, les importations de technologie et de savoir-faire seront largement libéralisées. De la même manière les investissements étrangers seront facilités afin de permettre la constitution de filiales communes entre des producteurs indiens et des constructeurs étrangers.

La fabrication des unités centrales d'ordinateurs universels et des super-minis 32 bits est réservée, mais pour deux ans seulement, au secteur public. Par contre les autres matériels pourront être construits par toute société indienne ou avec une participation étrangère limitée à 40 %, sans restriction de capacité. L'industrie domestique sera confrontée à une contrainte d'efficacité dans la mesure où la liste des produits ouverts à l'importation sera progressivement étendue à ceux-là même qui auront fait l'objet d'une licence de transfert de technologies avec une firme étrangère. Ainsi, après un certain délai d'apprentissage, les entreprises locales devront faire la preuve de leur compétitivité à l'échelle mondiale.

La constitution d'une industrie informatique nationale ne doit pas, d'autre part, bloquer la diffusion des technologies de traitement automatique de l'information à l'ensemble du système productif national. Dans ce

but les barrières douanières seront abaissées pour les produits destinés aux utilisateurs finaux, par opposition aux revendeurs, afin de leur permettre l'accès aux produits non fabriqués localement. Simultanément une aide sera apportée à la constitution de sociétés d'ingénierie de systèmes, publiques et privées, pour autant qu'elles privilégient l'utilisation de matériels indigènes, afin de développer les utilisations de l'informatique dans l'ensemble du pays.

La nouvelle politique s'appuie principalement sur des incitations d'ordre fiscal par la manipulation des taxes douanières, beaucoup plus que sur la réglementation autoritaire de l'industrie qui avait caractérisé la période antérieure. Elle s'efforce de concilier à la fois la formation d'une industrie informatique nationale compétitive à l'échelle internationale et l'intégration des technologies les plus performantes au système productif national.

Il est encore beaucoup trop tôt pour esquisser un premier bilan de cette politique, dans la mesure en particulier, où les décrets d'application d'un certain nombre de mesures ne sont pas encore parus. Plusieurs groupes étrangers ont cependant, d'ores et déjà, fait connaître leur volonté de conclure des accords de coopération avec des partenaires indiens. L'Inde aura cependant un écueil majeur à éviter, celui de voir la logique de l'informatisation, l'introduction effective des technologies informatiques dans son système productif, entrer en contradiction avec celle de la constitution d'une industrie informatique nationale. La volonté d'obtenir rapidement les produits et le savoir-faire des grands constructeurs multinationaux ne doit pas faire sous-estimer le danger de tomber sous leur dépendance. Afin de développer des logiciels performants, exportables par des réseaux satellites de type Indonet, l'Inde est en train d'acquiescer de grands systèmes IBM. Le géant américain est en train de considérer son retour sur un des marchés potentiels les plus importants du Tiers-Monde. Les résultats atteints par les pouvoirs publics et les entreprises indiennes dans les dernières quinze années laisse néanmoins présager que l'histoire n'est pas en train de se répéter.

Michel Delapierre  
LAREA-CEREM

*Un double impératif : promouvoir l'indépendance et informatiser le pays.*

